

Une nouvelle façon de bafouer la démocratie dans le parti

Laurent Casanova, dans le compte rendu publié en partie par « l'Humanité » du 22 janvier a annoncé devant environ 700 militants de la Fédération de Paris, c'est-à-dire une assistance assez clairsemée, que désormais les rapports et les interventions aux sessions du Comité Central ne seraient plus reproduits dans la presse. Un de ses membres sera à l'avenir chargé d'en exposer aux adhérents les travaux sous une forme synthétique.

Cela signifie que, malgré les votes à l'unanimité, la cohésion du Comité Central et du Bureau Politique ne doit pas être si satisfaisante qu'il paraît à la lecture de « l'Humanité ». Mais, surtout, que les militants n'aient pas la fâcheuse intention de vouloir intervenir dans les désaccords ou querelles qui peuvent opposer les dirigeants ! telle est la vraie raison pour laquelle,

désormais, il est décidé de ne pas porter à leur connaissance les sessions des C. C. comme autrefois.

Mais Laurent Casanova a beau faire, la lecture de son compte rendu révèle un sérieux malaise. Lorsqu'il dit : « ...ceux qui discutent parfois de l'attitude des masses travailleuses face à la guerre... La classe ouvrière a fait déjà plus que quiconque en France contre cette guerre. Si ces efforts n'ont pas abouti la faute ne lui incombe pas. Elle incombe, pour une part certaine à ceux qui refusent l'union des forces pouvant agir pour la négociation et la Paix », ne fait-il pas allusion à autre chose qu'à l'opinion de nombreux militants du P.C.F. qui reprochent à leur Parti de n'avoir pas effectivement engagé et organisé l'action contre la guerre d'Algérie ?

Plus loin, il reconnaît même que pendant les dernières grèves, le P.C.F. n'a pas fait tout ce qu'il devait faire : « Qu'avons-nous fait pour les revendications économiques lors du puissant mouvement de grève?... Rien encore. »

La confiance en la ligne n'est pas des plus absolues si l'on en juge par ces paroles prudentes : « La combinaison juste de notre propre lutte avec cette action de masse devrait conduire à l'établissement d'un front unique assez fort pour orienter le cours de la politique française. »

Les militants les plus suivistes eux-mêmes sont sortis de la réunion très désemparés. La reprise des cartes est mauvaise, les cellules ne se réunissent plus, de nombreux adhérents se mettent « en sommeil ». Beaucoup se rendent compte que la lutte contre la guerre d'Algérie, problème n° 1 pour le prolétariat français, est sacrifiée à la campagne de signatures contre les rampes de lancement qu'ils savent inefficaces. Méfiants envers la ligne du « compromis à gauche », désorientés par l'indifférence de leurs camarades de travail envers la politique de leur Parti, les propos amphigouriques de Casanova n'ont fait qu'ajouter à leur désarroi.

Et puis, de cette commission de programme désignée au cours du Comité Central, ils ne savent par autre chose que le communiqué publié dans « l'Humanité ». Pourquoi un autre programme ? Serait-ce que l'on veuille vraiment leur faire accepter explicitement les « voies parlementaires ? » Autant d'interrogations perplexes que l'on peut entendre de la part de militants, le tout accompagné de ce jugement : « Il se passe quelque chose là-haut. »

L'existence de désaccords à la direction allant en s'approfondissant trouve sa cause profonde dans la crise de confiance à la base. La direction était revenue toute joyeuse de Moscou après les fêtes du 40^e anniversaire. La résolution des 12 marquait — à l'exception des Yougoslaves — le réalignement dans la famille bureaucratique. Tout est rentré dans l'ordre, déclaraient les Thorez, Vermeersch et autres Guyot. Mais comme les masses sont indifférentes envers la politique des bureaucrates, les militants de base qui savent bien qu'il y a un potentiel de combat considérable dans la classe ne sont nullement satisfaits des propos toujours satisfaisants d'une direction qui vit dans son appareil et par lui. Et cette crise de confiance se répète à son tour jusque vers les plus hauts sommets. Nous ne nous ferons pas ici l'écho des nombreuses rumeurs qui circulent et dont un bon nombre est probablement très fondé. Nous ne le ferons pas parce que ce n'est pas de l'appareil et de ses querelles que peut provenir une solution, bien qu'une crise au sommet aujourd'hui aurait certainement des répercussions profondes et viables dans le P.C.F., tout autre chose que lors de l'exclusion de Marty.

La solution, elle dépend avant tout des militants de base, de leur intervention contre une direction et une politique dont le résultat est d'une clarté aveuglante. La classe ouvrière dont toute la force était au service du PCF il y a une douzaine d'années, à la « libération », se voit

paralysée par une direction qui s'est occupée de tout autre chose que des intérêts des travailleurs et du socialisme ; elle a contribué à remettre debout l'Etat et l'économie capitaliste, elle a égaré les travailleurs sur des objectifs illusoire et par l'emploi de moyens trompeurs, elle a fini par se compromettre dans la répression en Algérie en votant les « pouvoirs spéciaux » sous prétexte de faire le Front unique avec les socialistes ! Cette direction ne veut pas et ne peut pas faire son « autocritique », c'est un terme qu'elle réserve pour les militants de base. Et d'ailleurs une « autocritique » serait aujourd'hui très tardive. Il n'y a pas eu qu'une ou quelques erreurs qui pourraient être redressées. Il s'agit de tout un comportement qui a abouti à une perte de confiance dans la direction actuelle. La rébellion des intellectuels, l'an dernier, lors des révolutions de Pologne et de Hongrie, ne fut pas un accident, mais une manifestation avant-coureur de la grande crise qui mûrit actuellement parmi les militants ouvriers.

Les manœuvres de cette direction comme cette nouvelle mode de compte rendu des Comités centraux qui n'est qu'une nouvelle manière de piétiner la démocratie ouvrière doivent stimuler ces militants ouvriers. C'est le moment d'agir avec beaucoup d'audace. Cette direction doit être balayée.

Léon FEIX frappé d'amnésie

Le grand responsable de la politique « coloniale » du P.C.F. a voulu, à son tour, répondre aux récents articles du F.L.N. et atténuer le choc ressenti par de nombreux militants ouvriers à la lecture de l'acte d'accusation dressé contre les organisations ouvrières traditionnelles. Feix a perdu une bonne occasion de se taire. Cela eût mieux valu que de noircir deux pages de « France Nouvelle » pour ne rien dire, sinon que le P.C.F. a toujours mené la meilleure des politiques à l'égard du problème algérien et conduit le combat anti-impérialiste vigoureusement sans désemparer. Les militants nationalistes algériens sont décidément des ingrats ! Mais pourquoi diable les P.C. d'Afrique du Nord sont-ils si faibles et isolés des masses ? Feix pourrait nous fournir des éclaircissements à ce sujet, ayant rempli longtemps à Alger, la fonction d'instructeur attaché à la direction du P.C.A.

Feix ne se souvient de rien : ni de 1937, ni de mai 1945, ni des pouvoirs spéciaux. Il ne se sent pas coupable, affirme-t-il l'âme sereine. Rakosi ne se sentait pas davantage coupable et Staline non plus. Les travailleurs français et algériens se sont rendu compte, quant à eux, que des milliers de jeunes mobilisés refusaient de partir en Algérie en avril-mai 1956 et que le P.C.F. s'est refusé de soutenir puissamment leur action avec tous les moyens en sa possession à l'époque.

« Le droit à l'indépendance du peuple algérien, affirme aujourd'hui Feix, est un droit absolu, inconditionnel ». Bravo ! L'Union Française ? Feix ne s'en souvient plus. Ni que l'Algérie n'était encore qu'une nation en formation jusque en 1955 selon la théorie thorezienne. Pas plus que : « l'indépendance ne signifie pas séparation » (Humanité, 16-6-57), ou « le droit au divorce qui n'implique pas l'obligation de divorcer ».

Notons l'approbation donnée par Gilles Martinet à cette dernière formule qui sert de pont aux divers concepts d'un « bonne Union Française ». Martinet dévoile, par ailleurs, la véritable nature « socialiste » de sa politique coloniale en opposant aux éléments « extrémistes » et « totalitaires » du F.L.N. la sagesse modérée du leader bourgeois Ferhat-Abbas.

AU SOMMAIRE

du numéro de Janvier 1958

QUATRIEME INTERNATIONALE

Editorial :

Devant la crise aggravée de l'impérialisme.

Notes éditoriales :

La Conférence du Caire.
Les documents de Moscou.
L'épuration du Parti ouvrier polonais.
Perspectives britanniques.

S. Santen :

La révolution indonésienne en marche.

Fred Aller :

La décomposition du stalinisme en Allemagne orientale.

Jacques Privas :

Où en est le M.N.A. ? (La révolution algérienne).

Hector Lucero :

Les mineurs boliviens s'attaquent au gouvernement réactionnaire de Siles.

M. K. :

Le M.A.P.A.M. face à une ouverture du parti El Baath de Syrie.

Livio Maitan :

Togliatti revient trente ans en arrière.

Pierre Frank :

Les anciennes voies du réformisme et la voie révolutionnaire du socialisme.

E. Germain :

Sociologie de la classe possédante américaine.

Michel Pablo :

Vingt ans de la IV^e Internationale.

V.-I. Lénine :

Que sont les soviets ?

En souvenir d'un anniversaire, par P. Richards.

Documents :

Déclaration du Secrétariat International sur le limogeage du maréchal Joukov.

Les livres :

Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France, de M. Mascolo. — Memorandum au Comité central, d'Imre Nagy.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale :

Le Numéro : 200 francs.

C.C.P. P. FRANK 12648-46 Paris.